

Par exemple, j'ai lu avec beaucoup d'intérêt, dans l'édition du 12 mai 1993 du journal The Gazette, qu'un centre d'accueil autochtone de Montréal a entrepris sa propre campagne de souscription de fonds en vue d'obtenir un plus grand immeuble qui répondrait mieux aux besoins croissants de sa clientèle. Cette démarche est constructive et constitue un bel exemple pour nous tous.

Je compte attirer l'attention de ma collègue, l'honorable Monique Landry, secrétaire d'État, sur votre inquiétude à cet égard.

Coûts des soins de santé pour les Inuit

Comme les tribunaux sont à l'heure actuelle saisis de cette affaire, je préfère ne pas me prononcer sur le jugement qui sera rendu ou ses répercussions sur la "relation spéciale qui existe entre tous les autochtones et le Canada".

Je tiens toutefois à signaler que le gouvernement du Canada respecte ses obligations financières en fournissant au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest un régime de soins de santé entièrement financé, et notamment une aide financière continue (sous forme de paiements versés dans le cadre des accords de contribution) afin d'assurer des services hospitaliers aux Indiens inscrits et aux Inuit.

Stratégie canadienne de développement économique pour les autochtones (SCDÉA)

Le MAINC est l'un des trois ministères responsables de la SCDÉA (avec Industrie, Science et Technologie ainsi qu'Emploi et Immigration). Bien que le Ministère ait dû réévaluer le financement de ses programmes, j'aimerais toutefois signaler que le gouvernement consacrera toujours les 347 millions de dollars prévus aux programmes de développement économique pour les autochtones en 1993-1994. Le fait que des programmes comme l'Éducation postsecondaire des Indiens et des Inuit et Les chemins de la réussite ne soient pas touchés par des réductions témoigne de l'engagement du gouvernement à l'égard du développement et des perspectives d'emploi des autochtones. Nous croyons que l'éducation et la formation technique sont les deux moyens les plus efficaces pour les autochtones d'améliorer leur situation socio-économique.

Orientations futures

J'ai lu attentivement les recommandations que vous avez faites au Comité permanent et je tiens à vous assurer que le Comité en tiendra dûment compte.